



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SAVOIE

Direction Départementale des Territoires

Service environnement, eau, forêts

**Arrêté préfectoral DDT/SEEF n° 2013-973
portant agrément de l'entreprise individuelle Serge BARBIER
pour la réalisation des vidanges des installations d'assainissement non collectif**

**Le Préfet de Savoie,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement ; notamment ses articles R.211-25 à R.211-45 et R.214-5 ;

VU le code général des collectivités territoriales ; notamment son article L.2224-8 ;

VU le code de la santé publique ; notamment son article L.1331-1-1 ;

VU l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles ;

VU l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 03 décembre 2010, définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;

VU la demande d'agrément reçue le 19 août 2013 présentée par Monsieur Serge BARBIER, domiciliée à Argentine (73220).

VU le dossier des pièces présentées à l'appui de ladite demande et comprenant notamment :

- Un engagement de respect des obligations qui incombent à la personne agréée ;
- Une fiche comportant les informations nécessaires à l'identification du demandeur ;
- Une fiche de renseignements sur les moyens mis en œuvre pour assurer la vidange des installations d'assainissement non collectif, la prise en charge des matières de vidange, leur transport et leur élimination ;
- La quantité maximale annuelle de matière pour laquelle l'agrément est demandé ;
- Les documents permettant de justifier d'un accès spécifique à une ou plusieurs filières d'élimination des matières de vidange et d'assurer un suivi des vidanges effectuées ;

VU les compléments au dossier reçus le 03 septembre 2013 ;

CONSIDERANT que l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié susvisé ont été délivrées par le demandeur ;

CONSIDERANT que la demande d'agrément indique la quantité maximale annuelle de matières pour laquelle l'agrément est demandé et justifie, pour cette même quantité, d'un accès spécifique à une ou plusieurs filières d'élimination des matières de vidange ;

CONSIDERANT que le bordereau de suivi des matières de vidange proposé par le demandeur est conforme aux prescriptions de l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Savoie ;

ARRETE :

Article 1 : Bénéficiaire de l'agrément :

Monsieur Serge BARBIER,

Entreprise individuelle

Numéro d'identification : 332 016 443 RCS Chambéry

Siège social : « Les Bottets » - 73220 ARGENTINE

Article 2 : Objet de l'agrément :

Il est donné agrément à **Monsieur Serge BARBIER**, domiciliée, lieu dit « Les Bottets » - 73220 ARGENTINE, pour la réalisation des vidanges, le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif.

Article 3 : Numéro départemental d'agrément

Pour cette activité, il est attribué aux agences de Chambéry et d'Albertville le numéro d'agrément suivant :
73 2013 002

Article 4 : quantité annuelle de matières de vidange agréée et répartition par filière

La **quantité annuelle maximale de matières de vidange** visée par le présent agrément est de **300 m³**.

Les filières d'élimination validées par le présent agrément sont les suivantes :

1. Dépotage dans la station d'épuration de Saint Jean de Maurienne : 150 m³
2. Dépotage dans la station d'épuration d'Albertville : 150 m³

Article 5 : Prescriptions générales

Le bénéficiaire de l'agrément doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 03 décembre 2010 susvisé.

Le mélange de matière de vidange par plusieurs personnes agréées est interdit sauf si une autorisation préfectorale le spécifie explicitement.

Article 6 : Suivi de l'activité :

Le bénéficiaire de l'agrément établit pour chaque vidange un bordereau de suivi des matières de vidange en au moins trois volets comportant à minima les informations prévues à l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé. Ces trois premiers volets sont conservés respectivement par le propriétaire de l'installation vidangée, le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination. Le volet conservé par le propriétaire de l'installation vidangée est signé par lui-même et le bénéficiaire de l'agrément. Ceux conservés par le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination sont signés par les trois parties.

Le bénéficiaire de l'agrément adresse au service en charge de la police de l'eau, chaque année avant le premier avril, un bilan de l'activité de vidange de l'année antérieure.

Ce bilan comporte à minima :

- Les informations concernant le nombre d'installations vidangées par commune et les quantités totales de matière correspondante ;
- Les quantités de matières dirigées vers les différentes filières d'élimination ;
- Un état des moyens de vidange dont dispose le bénéficiaire de l'agrément et les évolutions envisagées.

Ce document comprend en annexe une attestation signée par le responsable de chaque filière d'élimination indiquant les quantités de matières de vidange livrées par le bénéficiaire de l'agrément.

Le bénéficiaire de l'agrément tient un registre comportant, classés par dates, les bordereaux de suivi des matières de vidange ainsi que les bilans annuels d'activité. Ce document est tenu en permanence à la disposition du préfet et de ses services. La durée de conservation des bordereaux de suivi des matières de vidange et des bilans annuels d'activité est de dix années.

Article 7 : Contrôles par l'administration

Le service en charge de la police de l'eau peut procéder à la réalisation des contrôles nécessaires à la vérification de l'exactitude des déclarations effectuées par le bénéficiaire de l'agrément et du respect de ses obligations au titre de l'arrêté du 7 septembre 2009 et du présent arrêté.

Ces contrôles peuvent être inopinés.

Article 8 : Modification de l'agrément

En cas de modification ou projet de modification de la quantité maximale annuelle de matières de vidange agréée et/ou d'une des filières d'élimination, le bénéficiaire de l'agrément sollicite auprès du préfet une modification des conditions de son agrément.

Tout autre modification d'un ou de plusieurs des éléments présentés dans le dossier de demande initiale d'agrément doit être communiquée au service en charge de la police de l'eau, qui appréciera, en fonction de l'importance de ces modifications, la nécessité de modifier ou non les conditions de l'agrément.

Article 9 : Durée de l'agrément :

La durée de validité de l'agrément est fixée à 10 (dix) ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

A l'expiration de cette période, l'agrément peut être renouvelé pour une même durée maximale de 10 ans, sur demande expresse du bénéficiaire.

La demande de renouvellement de l'agrément est transmise au service en charge de la police de l'eau au moins six mois avant la date limite de fin de validité de l'agrément initial. Cette demande est accompagnée d'un dossier comportant l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 07 septembre 2009 susvisé actualisées.

Lorsque les modalités ci-dessus sont respectées, la validité de l'agrément initial est prolongée jusqu'à notification de la décision préfectorale concernant la demande de renouvellement.

En cas de manquement du demandeur à ses obligations, dans le cadre de l'instruction de son dossier de demande de renouvellement d'agrément, le préfet peut décider de retirer cette prolongation temporaire d'agrément.

Article 10 : Suspension ou suppression de l'agrément :

L'agrément peut être retiré ou modifié sur l'initiative du préfet dans les cas suivants :

- Faute professionnelle grave ou manquement à la moralité professionnelle, en particulier en cas de dépotage des matières vidangées en milieu naturel ;
- Manquement de la personne aux obligations du présent arrêté, en particulier, en cas d'élimination des matières de vidange hors des filières prévues par l'agrément ;
- Non-respect des éléments déclarés dans la demande d'agrément

En cas de retrait ou de suspension de l'agrément, le bénéficiaire ne peut plus assurer les activités mentionnées dans le présent arrêté et est tenu de prendre toute disposition pour veiller à ce que les matières de vidange dont il a pris la charge ne provoquent aucune nuisance et de les éliminer conformément à la réglementation.

Le bénéficiaire dont l'agrément a été retiré ne peut prétendre à un nouvel agrément dans les six mois à compter de la décision de retrait.

Article 11 : Droits des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés

Article 12 : Autres réglementations :

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'agrément de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 13 : Publication et information des tiers

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'état du département de Savoie.

Une copie de l'arrêté est transmise à la commune de Argentine pour affichage pendant une durée minimale de 1 mois.

Une liste des personnes agréées est publiée sur le site Internet de la préfecture de Savoie.

Article 14 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article R421-1 du code de justice administrative à compter de son affichage en mairies de Chambéry et d'Albertville.

Article 15 : Exécution

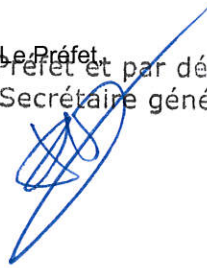
Le Secrétaire général de la Préfecture de Savoie,
Le sous-préfet de Saint Jean de Maurienne,
Le maire de la commune d'Argentine
Le directeur départemental des territoires de Savoie

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Chambéry, le

17 SEP. 2013

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général



François-Claude PLAISANT